



Rui Pinto doit être soutenu comme un lanceur d'alerte

Le SNJ-CGT déplore que, sept ans après avoir été à l'origine de la révélation des Football Leaks, Rui Pinto se débâte toujours dans des procédures judiciaires pour « piratage » et « tentative d'extorsion de fonds ». C'est un comble alors que les documents qu'il a communiqués au réseau European Investigative Collaborations (dont fait partie Mediapart en France) ont permis de dévoiler d'innombrables scandales liés au monde du football.

Le 22 novembre, il a été condamné à Paris à six mois de prison avec sursis et à un euro de dommages et intérêts dans le cadre d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. Rui Pinto a préféré ainsi solder ses comptes avec le Paris-Saint-Germain, qui le poursuivait pour s'être introduit dans trois boîtes mail du club.

Le Portugais de 35 ans ne bénéficie pas du statut légal de lanceur d'alerte et des protections qui y sont associées. Les documents qu'il a divulgués ont pourtant conduit à l'ouverture de plusieurs enquêtes judiciaires à travers l'Europe, et notamment en France sur l'évasion fiscale du joueur parisien Javier Pastore ou le fichage ethnique au PSG. Ce dernier dossier pourrait d'ailleurs être relancé, après avoir fait l'objet d'un classement sans suite : Rui Pinto va pouvoir renforcer sa collaboration avec le Parquet national financier qui l'a auditionné dès 2018.

Mais sa situation judiciaire reste très incertaine au Portugal, où il a été placé en détention provisoire pendant un an, avant d'être condamné à quatre ans de prison avec sursis. Il est même menacé d'un nouveau procès dans ce pays. Également à l'origine de la révélation des Luanda Leaks sur un détournement massif d'argent public en Angola, il a fait appel de sa condamnation par la justice de son pays. Son long combat continue, peut-être jusque devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Alors que l'ONG The Signalsnetwork a lancé un appel aux dons pour financer les frais d'avocat de Rui Pinto, le SNJ-CGT soutient et appelle à soutenir ce lanceur d'alerte qui a largement contribué à rendre publiques des informations d'intérêt général.

Montreuil, le 28 novembre 2023.